

Non aux hausses! Non à la rencontre!

Bal à l'hôtel Hilton : la population étudiante rejette l'invitation

MATHILDE LÉTOURNEAU

Voilà, c'est fait. La Ministre a envoyé les invitations. Le lundi 6 décembre prochain se tiendra la deuxième Rencontre des partenaires en éducation, celle-ci portant sur « la performance et le financement des universités ». Rappelons que le gouvernement a annoncé qu'il poursuivrait la hausse des frais de scolarité actuellement en cours à l'université dès 2012. Le dégel en cours portera déjà les droits sur l'enseignement de 1 668 \$ à 2 168 \$ par année, en plus des frais institutionnels obligatoires (frais afférents). Cette nouvelle attaque au droit à l'éducation pourrait même porter les frais de scolarité au-delà de 5 000 \$ par année. Et, selon la coutume libérale, les acteurs et actrices seront invité-e-s à ce grand bal, la Rencontre des partenaires en éducation, où les discours soporifiques, le banquet et le pouvoir enivrant de se retrouver en huis-clos au sommet auront tôt fait d'obtenir un mirage de consensus suffisamment épais pour concrétiser les sombres desseins de la clique dirigeante.

Lors de la première annonce de hausse des frais de scolarité, l'hiver dernier, Michelle Courchesne - alors ministre de l'Éducation, avait déclaré : « Je pense qu'il y a un consensus qui est en train de se mettre en place au Québec. Quand je parle de consensus, j'exclus les étudiants. Mais on voit que, de plus en plus, l'importance d'augmenter les droits de scolarité se fait sentir. » C'était peu après le bal économique de Lévis, qui avait mis la table au budget Bachand. L'été ayant passé, ainsi qu'un remaniement ministériel plus que cosmétique, la nouvelle ministre de l'Éducation Line Beauchamp a chanté à peu près le même hymne en conviant ses partenaires à danser en rond à la Rencontre des partenaires de l'éducation : « Il sera important de terminer cette journée en ayant dégagé des consensus. Et, tout de suite, je vous le dis, je sais que consensus n'est pas synonyme d'unanimité. »

« Bal à l'ambassade quelques vieux malades imbéciles et grabataires se partagent l'univers »

- Renaud

Il est plus que temps, à la veille de ce bal, ce mensonge de consultation, de lire entre les lignes de leurs discours, qui ne sont écrits que pour endormir la contestation populaire : ce rendez-vous élitiste n'est pas un exercice de démocratie, mais bien de relations publiques ! Plus que jamais, il apparaît clair que ce sommet ne servira que l'élite néolibérale et ses projets antisociaux. Afin de faire cesser cette mascarade, plusieurs associations étudiantes collégiales et universitaires ont appelé à la grève cette session. Parce que la résistance fut et sera toujours le seul pouvoir dont la population dispose pour contrer les projets cachés du pouvoir d'État, le mot circule dans les bas étages des institutions du haut savoir, et la mobilisation se fait de plus en plus vigoureuse. Joignez-vous au mouvement! Faisons entendre aux décideurs ivres de pouvoir le vacarme mené par l'énergie de la jeunesse révoltée!

Parce que la démocratie sera exercée dans la rue le 6 décembre, bloquons cette mascarade!



Besoin de transport pour vous rendre à la manifestation du 6 décembre ?



Informez-vous auprès de votre association étudiante locale ou communiquez avec nous en composant le 514-390-0110.

25 NOVEMBRE 2010
L'UNIVERSITÉ POUR TOUT LE MONDE

JOURNÉE NATIONALE DE RÉFLEXION SUR L'UNIVERSITÉ QUÉBÉCOISE

Conférences et ateliers sur :
 ⇒ l'enseignement et la recherche
 ⇒ le financement et l'administration
 ⇒ l'accessibilité et le soutien aux études
 ⇒ la mission critique et sociale de l'université
 ⇒ les conditions de travail

Prenez part au débat!

une invitation de la table des partenaires universitaires

dès 9:00
UQÀM SH-2800
200 SHERBROOKE O

SIMULTANÉMENT PAR VIDÉOCONFÉRENCE PARTOUT AU QUÉBEC

Les sages au sommet :

Démystifier la rencontre des partenaires universitaires

PAUL-ÉMILE AUGER, ÉTUDIANT EN SCIENCE POLITIQUE

Une offre que vous ne pouvez refuser

Placé-e-s devant les faits, nous constatons qu'il n'y a guère de doute. La rencontre des partenaires en éducation touchant les universités, qui se tiendra le 6 décembre prochain à l'Hôtel Hilton à Québec, n'est pas une consultation. Ce mécanisme visant à légitimer une hausse massive des frais de scolarité et à confirmer l'arnachement de l'éducation à la logique du marché n'a même pas le luxe de s'en cacher. Effectivement, à la lecture de l'ordre du jour et des questions posées aux organisations participantes, les faits sont sans équivoque : la hausse des frais de scolarité arrive à grands pas. Le mythe de la nécessité des hausses, martelé depuis plusieurs années sur toutes les tribunes par la droite politique, va bientôt devenir réalité. On vous invite, étudiants, étudiantes, à réfléchir à « quels principes devraient guider la hausse des frais de scolarité ». Pensez-y bien, c'est une offre que vous ne pouvez pas refuser. On vous demandera aussi « comment [nous] pouvons diversifier et consolider les sources de financement des universités sans hausser les impôts? ». Bref, « nous sommes prêts ».

Il s'agit en fait d'une fin de non-recevoir envers les revendications historiques de milieu étudiant et syndical des dernières années. Ce refus d'un dialogue véritable s'inscrit dans un déficit démocratique au Québec qui n'est malheureusement plus nécessaire de prouver. La réalité, c'est que les étudiants et les étudiantes n'ont plus qu'une seule et unique voie : celle de la contestation.

Dans la sphère publique, une attitude domine : que propose-t-on en plus de s'opposer aux hausses ? Force est de constater que, contrairement à l'ASSÉ, certains groupes proposent des alternatives qui ne peuvent que nuire au mouvement étudiant. Ne nous laissons pas bernier par ces discours vides.

Le nouveau paradigme de la contribution privée

Dans les dernières années, avec pour noble objectif de « régler » le problème des frais de scolarité, le Ministère de l'Éducation, du loisir et du sport (MELS), ainsi que plusieurs autres organisations, ont avancé des options pour suppléer aux hausses des frais de scolarité. On parle entre autres

d'augmenter la quantité de dons privés aux institutions d'enseignement post-secondaire.

Les dons philanthropiques sont une notion à la mode au Québec. Ils sont mis de l'avant par certains groupes étudiants, ainsi que par quelques membres du milieu universitaire, notamment le recteur de l'Université Laval, Denis Brière. Ils sont aussi une réalité de tous les jours dans bien des établissements de recherche, que ce soit dans les cégeps, des centres dédiés comme l'INRS ou les Universités.

Ces projets se basent sur l'idée de tradition anglo-saxonne où la communauté, notamment les diplômé-e-s, contribuent à l'institution universitaire à la façon d'un *gentlemen's club* nostalgique. Nous devons absolument nous prémunir contre cette idée. Présentées comme des « évolutions de la société québécoise » par la Ministre, les conceptions récentes du financement par le privé ont des objectifs strictement utilitaristes. En effet, tant dans les projets du ministère que de différents groupes de la société civile, les mesures n'ont pour but que de instrumentaliser le sous-financement systémique afin d'augmenter la part d'investissements de la part de « partenaires » privés. Ici, philanthropie rime avec *big business*.

Un des arguments fallacieux utilisés pour vanter les dons privés veut que, étant donné la participation des entreprises à l'économie et qu'elles embauchent des diplômé-e-s, elles devraient financer l'éducation postsecondaire. On implique donc un lien direct entre l'éducation postsecondaire et les entreprises privées, ce qui justifie une soumission des cégeps et des universités aux demandes du marché de l'emploi. Attention : cela implique aussi d'entrer dans une logique de désinvestissement de la part de l'État, où les entreprises feront une contribution spéciale à un réseau qui pourtant a besoin d'un véritable réinvestissement public.

Ces nouvelles méthodes de financement sont en fait un nouveau clientélisme. Cela permet à de riches donateurs philanthropes de contourner l'impôt, pourtant la seule mesure efficace de redistribution de la richesse, en les laissant choisir où investir, avec déductions, évitant ainsi les priorités gouvernementales. On ouvre également la porte à des contributions spéciales, à des *deals* à l'emporte-pièce pour les intérêts privés. Le recteur

Brière en donnait récemment un excellent exemple. Le 15 novembre dernier, il se confiait au magazine L'actualité :

« On manque de personnel qualifié en informatique? Formons un groupe d'entreprises agréées par l'État pour utiliser le 1% [de la masse salariale des entreprises pour lesquelles elle dépasse le million de dollars destiné à la formation] afin d'augmenter les formations ou les stages en ce domaine ».

En fait, il faut souligner que c'est justement ce genre de partenariat sur mesure qui est parmi les plus grands dangers pour l'éducation post-secondaire. En effet, cela ouvre la porte à ce que l'entreprise privée puisse véritablement commander des diplômé-e-s à une université en subventionnant un programme ou une série de stages. Après l'Université-usine, voici l'Université-distributrice.

Cette approche se réalise déjà de toutes sortes de manières dans les campus aujourd'hui : les mesures se basant sur la contribution des entreprises ne feraient qu'aggraver le phénomène. Ces projets ne considéreront que l'aspect utile, propre à faire du profit, de programmes pourtant plus fondamentaux. Ils influenceront la manière dont on concevra l'éducation, réduisant encore plus l'idée moderne de progrès en simple idée de maximisation des profits. Nous nous rappellerons de la récente crise financière que les marchés ne s'autorégulent pas et obéissent à leur propre logique. Laisserons-nous nos institutions tomber définitivement entre leurs mains? Nous pouvons douter que les marchés ne peuvent pas guider le véritable progrès dans notre société.

En cohérence avec toutes ces déclarations, mobilisons-nous le 6 décembre prochain afin de passer notre message par la rue!

Qu'est-ce que l'ASSÉ?

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) est une organisation de type syndical qui regroupe, à l'échelle du Québec, près de 42 000 membres dans plusieurs associations étudiantes à la fois collégiales et universitaires d'un bout à l'autre du Québec. Elle incarne, aujourd'hui, la continuité d'un courant qui a fait du mouvement étudiant, depuis quarante ans, un acteur incontournable de la société québécoise et un important agent de progrès social en éducation.



POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION

L'ASSÉ considère l'éducation comme un droit fondamental de notre société, et non comme un privilège. Dans cette optique, chaque membre de la société a le droit à une éducation gratuite publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination.

POUR UNE STRATÉGIE EFFICACE : LE SYNDICALISME DE COMBAT!

On ne peut dissocier l'analyse de la pratique. À des revendications progressistes, en rupture avec l'ordre établi, correspond nécessairement une stratégie d'action particulière. Cette stratégie, l'expérience du mouvement étudiant québécois l'a dégagée : c'est le syndicalisme étudiant de combat. Au Québec, comme partout ailleurs, c'est à travers les luttes menées par les mouvements combattifs que le peuple a obtenu les programmes sociaux les plus importants.

Cela implique, d'une part, le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques. À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats, élaborer collectivement des analyses, ne pas craindre la confrontation des idées et surtout leur donner l'espace pour mener à des prises de décisions. L'assemblée générale est par excellence cet espace de démocratie syndicale.

L'ASSÉ, C'EST SES MEMBRES!

À l'intérieur de l'ASSÉ, chaque association étudiante est souveraine. Les décisions prises par des délégué-e-s en Congrès ne deviennent pas automatiquement une résolution que chaque association membre doit appliquer sans l'accord de l'assemblée générale!

S'UNIR POUR ÊTRE PLUS FORTS!

La meilleure façon de supporter et de participer à ce vaste mouvement est de prendre part aux activités de l'ASSÉ, s'impliquer dans ses structures, aller à vos assemblées générales et de promouvoir l'affiliation de votre association étudiante à l'ASSÉ! Affilier à l'ASSÉ ça veut dire partager les ressources de son association étudiante avec celles des autres dans le but de défendre le droit à l'éducation. Être membre de l'ASSÉ, c'est contribuer à bâtir un important mouvement collectif et démocratique permettant de développer à l'échelle nationale une stratégie de lutte efficace.



MERCI DE FAIRE PASSER CE JOURNAL AVANT DE LE RECYCLER.

ultimatium

express²

numéro spécial 2, novembre 2010